TUNISIE

Annonce d'un gouvernement lourd pour le budget de l'État

Après trois semaines de tractations, le nouveau chef du gouvernement a présenté, samedi, son équipe au président de la République avant de l'annoncer au public à travers une conférence de presse. Cette équipe se compose de 40 membres dont 14 secrétaires d'Etat. Ce nombre ne manquera pas de peser lourd sur le budget de l'Etat dans un pays dont les responsables ne cessent d'appeler à la compression des dépenses de fonctionnement.

De Tunis, Kattou Mohamed

Ce gouvernement se distingue des précédents par le nombre des femmes qui sont au nombre de huit à occuper les fonctions de ministre ou de secrétaire d'Etat. Les jeunes ont eu également une représentation significative puisqu'ils occupent 14 départements. En effet, 5 parmi eux sont âgés de moins de 35 ans.

En présentant son équipe à la presse, le jeune chef du gouvernement a rappelé sa mission qui consiste à poursuivre la lutte contre le terrorisme et la corruption, à introduire, progressivement, un nouveau système de développement. Ce programme est contenu dans ce qui a été appelé le «pacte de Carthage» signé par neuf partis politiques et trois organisations nationales pour guider l'action du nouveau gouvernement auquel avait appelé, le 2 juin dernier, le président de la République sous l'appellation de «gouvernement d'union nationale» dans le but de sauver le pays de la situation délicate qu'il traverse. Malgré cet appel, le président de la République n'a été entendu qu'à moitié.

Le nouveau gouvernement n'y répond qu'en partie. Même le syndicaliste qui en fait partie (M. Briki) avait quitté la centrale syndicale, il y a trois ans, pour un poste à l'étranger. Certes, la coalition de quatre partis du gouvernement précédent a été élargie, mais au compte-goutte, permettant, ainsi, l'entrée de nouvelles personnalités.

Les ministères régaliens n'ont pas changé de titulaire à l'exception du ministère de la Justice confié à un revenant (Jribi) qui avait été ministre de la Défense nationale dans le gouvernement de Béji Caïd Essebsi.

Au total, sept ministres du gouvernement précédent ont été reconduits par Youssef Chahed qui affirme avoir opté pour une équipe essentiellement «politique». Il a, également, souligné que la Tunisie traverse une «période exceptionnelle» qui requiert un «soutien populaire» élargi. Depuis janvier 2011, soit après le départ de Ben Ali, la Tunisie a connu déjà six gouvernements.

Le septième, celui de Youssef Chahed, inconnu «politiquement» avant 2011, sera-t-il celui par qui passe le salut du pays ? C'est le souhait de toute une population dont les souffrances ne cessent d'augmenter et surtout, de Béji Caïd Essebsi qui avait pris, le 2 juin dernier, l'initiative de la constitution d'un gouvernement d'union nationale convaincu qu'il était de l'échec essuyé par Habib Essid qui était impuissant à mettre de l'ordre au sein d'une équipe gouvernementale «indisciplinée».

K. M.

TURQUIE

Au moins 51 morts dans un attentat-suicide

Au moins 51 personnes ont été tuées par un kamikaze qui avait entre 12 et 14 ans lors d'un mariage à Gaziantep (sud-est), attentat portant «probablement» la signature du groupe terroriste Daesh, a annoncé dimanche le président turc.

Recep Tayyip Erdogan a déclaré que l'attentat commis dans le centre de cette grande ville, le pire de l'année en Turquie, avait été perpétré par «un kamikaze qui avait entre 12 et 14 ans et qui, soit s'est fait exploser, soit portait des explosifs actionnés à distance». Comme il l'avait fait dans la nuit, le président a réaffirmé qu'il soupçonnait Daesh, devant la presse à Istanbul. L'utilisation d'enfants ou d'adolescents comme kamikazes est apparemment une première dans la vague d'attentats particulièrement meurtriers qui secoue la Turquie depuis un an et sont imputés aux islamistes de Daesh ou à la guérilla kurde du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le chef de l'Etat a indiqué que 69 personnes étaient toujours hospitalisées, parmi lesquelles 17 dans un état critique, dans la ville située à 60 km de la frontière syrienne. «D'où que vienne la terreur, cela ne change rien pour nous», a déclaré M. Erdogan. «En tant que nation, nous utiliserons toute notre force, unis, main dans la main, pour lutter contre le terrorisme comme nous l'avons fait le 15 juillet», a-t-il ajouté, en référence au putsch raté mené par une faction de l'armée.

Les restes d'une veste d'explosifs ont été retrouvés sur les lieux, avait annoncé peu auparavant le parquet, confirmant la thèse d'un attentat-suicide. L'attentat a visé un mariage auquel assistaient de nombreux Kurdes, dont certains manifestaient dimanche leur colère contre le gouvernement qui ne les aurait pas protégés. Le député du HDP (parti kurde) de Gaziantep Mahmut Togrul a ainsi accusé : «Cette attaque a pris pour cible tout le peuple kurde. Ce mariage a été visé parce qu'il s'agissait d'un mariage kurde». Mais les médias turcs restaient prudents, se bornant à indiquer que de nombreux Kurdes assistaient à ce mariage. M. Erdogan, qui s'est beaucoup plaint du manque de solidarité des Occidentaux après le putsch avorté, a vu les messages de solidarité affluer rapidement des Etats-Unis, de France, d'Allemagne, de l'Union européenne, mais aussi de l'Otan, de la Russie et du Vatican, ainsi que des engagements à renforcer la lutte conjointe contre le terrorisme. Un responsable turc a indiqué que le mariage «se déroulait en plein air» et dans un quartier du centre de Gaziantep à forte population kurde, donnant du crédit à la piste islamiste. Les mariés ont survécu au carnage. «Ils ont transformé notre mariage en bain de sang», a déclaré à l'agence Anadolu la mariée Besna Akdogan, alternant crises de larmes et d'évanouissement depuis le drame. Légèrement blessée, elle a pu quitter l'hôpital dimanche. D'après l'agence de presse Dogan, le kamikaze s'est mêlé aux invités — dont un grand nombre de femmes et d'enfants —avant d'actionner sa charge. Les forces de sécurité étaient à la recherche de deux personnes qui l'accompagnaient. Alors que Gaziantep commençait à enterrer ses morts, des témoins ont livré des descriptions effroyables. «Lorsque nous sommes arrivés il y avait des tas de morts, une vingtaine, des personnes (avec) la tête, le bras, la main éparpillés sur le sol», a dit un homme.

«Regardez, ce sont les morceaux de ferraille qui sont entrés dans les corps de nos proches, ces billes les ont tués, il n'y a plus rien à dire», a déclaré un autre. A Gaziantep, une foule d'hommes priaient devant des rangées de cercueils drapés de blanc et de nombreuses familles consultaient avec détresse les listes des victimes transportées à la morgue. Sur les lieux de l'explosion, de nombreux bâtiments proches ont eu les vitres brisées par le souffle. Ici et là traînaient des chaussures ou chaussons d'enfants. M. Erdogan a jugé que les auteurs de l'attaque avaient pour objectif de semer la division entre les différents groupes ethniques vivant en Turquie. Nombre d'islamistes perçoivent les Kurdes comme des ennemis. En Syrie voisine, les milices kurdes sont en première ligne dans les combats contre Daesh et ont permis leur recul sur le terrain.

Gaziantep est devenue le point de passage de très nombreux réfugiés syriens fuyant la guerre dans leur pays, dont 2,7 millions vivent en Turquie. Mais la zone abriterait, en dehors des réfugiés et des militants de l'opposition, un nombre significatif d'islamistes. L'attentat de Gaziantep est survenu le jour où le Premier ministre Binali Yildirim a annoncé que la Turquie souhaitait jouer un rôle «plus actif» dans la solution de la crise en Syrie afin de «faire cesser le bain de sang». Après avoir traîné des pieds, Ankara est également plus activement impliqué aujourd'hui dans la lutte contre Daesh.

Publicité